Zeitschrift: Bulletin des Schweizerischen Elektrotechnischen Vereins, des Verbandes Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen = Bulletin de l'Association suisse des électriciens, de l'Association des entreprises électriques suisses

Herausgeber: Schweizerischer Elektrotechnischer Verein ; Verband Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen

Band: 72 (1981)

Heft: 4

Artikel: Le point de vue des entreprises d'électricité devant la situation énergétique

Autor: Déjou, A.

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-905077

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le point de vue des entreprises d'électricité devant la situation énergétique

Par A. Déjou

Die heutige zugespitzte Energiesituation ruft nach Gegenmassnahmen. Neben Energieeinsparungen müssen auch Kohle und Kernenergie gefördert werden. Es ist Aufgabe der Elektrizitätswerke, durch geeignete Öffentlichkeitsarbeit und vorausschauende Investitionstätigkeit die dafür nötige Basis zu schaffen.

La situation actuelle dans le domaine de l'approvisionnement en énergie est critique. Parmi les remèdes figurent les mesures d'économie et le développement du charbon et de l'énergie nucléaire. Les entreprises d'électricité doivent, quant à elles, créer les conditions nécessaires en informant le public et en investissant avec prévoyance.

1. Introduction

La situation énergétique mondiale est d'une extrême gravité; les experts le disent depuis plusieurs années, la conférence de Munich l'a souligné récemment, et cela vient de nous être rappelé une nouvelle fois.

Le manque de détermination de la plupart des Etats en la matière entraîne une dégradation permanente qui a transformé une crise pétrolière en un risque global de pénurie d'énergie. Plus on laisse le mal s'aggraver, plus le remède doit être violent, plus il sera difficile à supporter, et plus ses effets sont incertains. Toutes les études concluent de façon convergente en la nécessité d'un effort considérable, immédiat et soutenu dans toutes les voies possibles: économies massives d'énergie par modification des habitudes et amélioration des rendements, développement rapide de la production charbonnière, mise en œuvre accélérée de l'énergie nucléaire de fission avec les réacteurs de première génération et bientôt les surrégénérateurs, utilisation rationnelle des ressources hydrauliques et intensification de la prospection des hydrocarbures. A ces mesures prioritaires, nécessaires dans l'immédiat, il convient d'ajouter la possibilité de profiter de sources locales d'énergie si leur coût n'est pas déraisonnable et la nécessité d'un travail de recherche et développement important dans le domaine des énergies renouvelables et de la fusion.

L'électricité n'est pas une énergie primaire; elle peut être fabriquée pratiquement à partir de n'importe laquelle des autres énergies; c'est, comme on dit, un «vecteur», mais un vecteur toujours commode et souvent irremplaçable.

Dans cette crise majeure des énergies primaires, le producteur d'électricité pourrait n'être concerné que marginalement, par ricochet en quelque sorte. Il a pourtant souvent été l'accusé; il risque, si les gestes nécessaires ne sont pas faits, de devenir le coupable; il peut être, au contraire, un élément important, sans doute le plus important, de la solution.

Ce sont ces trois thèmes qui seront développés.

2. L'accusation

Au moment où a éclaté la crise du pétrole, que certains d'ailleurs – peu nombreux, il faut le reconnaître – avaient prédite, les électriciens avaient certes, dans beaucoup de pays, développé leur production à partir des hydrocarbures, énergie primaire la plus économique; mais ils avaient conservé des centrales à charbon et ils pouvaient convertir assez vite au charbon un certain nombre de leurs chaudières brûlant du fuel, et notamment celles qui avaient été conçues à l'origine pour brûler du charbon et qui avaient été ultérieurement transformées; ils disposaient de centrales hydrauliques et ils avaient lancé un programme nucléaire qu'ils pouvaient accélérer et qui ne rencontrait pas encore d'opposition du public – on pourrait presque dire qu'il provoquait son admiration.

S'ils étaient atteints de plein fouet par le renchérissement brutal des produits pétroliers, ils considéraient qu'ils étaient parmi les mieux placés pour apporter une solution, au moins partielle, à la crise qui s'annonçait.

Et pourtant, très vite, ils se sont retrouvés au banc des accusés, sous trois chefs principaux d'inculpation.

– Les électriciens gaspillent l'énergie, car ils n'ont pas sû éluder les principes de la thermodynamique.

– Ils poussent à la consommation d'électricité, donc d'énergie.

– Ils préparent l'avènement d'une énergie maléfique, l'énergie nucléaire, éminemment dangereuse, dont l'intérêt économique est discutable et qui exige des moyens de financement insupportables.

Il est bien clair que ces accusations ne résistent pas à un examen sérieux, mais elles ont toutes un semblant de fondement objectif, ce qui rend suspects les avocats de la défense.

Personne, en effet, ne peut contester que la thermodynamique ne permet pas de transformer de la chaleur en énergie mécanique – et donc électrique – sans abandonner à une «source froide» une partie de la chaleur fournie par la «source chaude». De sorte que le rendement, calculé comme le rapport entre la chaleur que peut donner par effet Joule une certaine énergie électrique et la chaleur nécessaire pour produire cette énergie est, au mieux, de l'ordre de 40 %.

En réalité, il s'agit là d'une vue partielle de la question où on focalise l'attention sur le rendement de la transformation d'une énergie primaire en une énergie secondaire, sans se préoccuper de savoir si celle-ci ne permet pas d'obtenir ensuite, au niveau des appareils d'utilisation, un bien meilleur rendement que celle-là. C'est en fait le produit des deux rendements qui est seul significatif. Or, le rendement des applications électriques est toujours supérieur au rendement des applications utilisant directement les combustibles fossiles: le rendement d'une locomotive électrique est au moins 20 fois plus grand que celui d'une locomotive à vapeur; le rendement d'un moteur électrique est au moins 2 fois plus grand que celui d'un moteur à essence; et même le rendement du chauffage électrique par effet Joule est nettement supérieur à celui d'un chauffage central grâce à l'économie des pertes à la cheminée et à la diminution de consommation que permet la souplesse du règlage du chauffage électrique. De sorte qu'en moyenne, le meilleur rendement des appareils d'utilisation compense les pertes de transformation. Ainsi, la facilité de mise en œuvre de l'électricité, l'excellence de ses utilisations, sa propreté et sa souplesse permettent tout à fait de concilier désir de confort et exigence de ne pas gaspiller l'énergie.

Les électriciens, deuxième accusation, poussent à la consommation, c'est-à-dire créent des besoins nouveaux – sous-

entendu artificiels – gros consommateurs d'énergie. Certes, un certain nombre de réalisations et même de secteurs entiers de l'activité moderne n'existeraient pas si l'électricité n'existait pas: c'est le cas par exemple de l'ensemble du domaine électronique-informatique; mais les consommations dans ce secteur, d'ailleurs modestes, n'ont jamais résulté d'une opération commerciale des électriciens, et savoir s'il convient ou non que des applications de ce genre se développent – en permettant peut-être de grosses économies d'énergie par ailleurs – c'est une question qui dépasse de très loin les électriciens; c'est, suivant l'expression consacrée, «un choix de société».

Dans certains autres domaines, et à l'époque de l'abondance, les électriciens ont préconisé un développement des consommations pour améliorer le confort: c'est le cas de l'éclairage, où les vieilles lampes de quelques «bougies» ont été progressivement éliminées; mais en même temps le rendement des appareils d'éclairage était nettement augmenté. Il est vrai qu'il ne serait pas convenable de se livrer, dans les circonstances actuelles, à une telle publicité. Encore peut-on défendre qu'au moins en période de chauffage, qui est aussi celle où on utilise le plus l'éclairage, l'amélioration du confort est gratuite puisque l'énergie supplémentaire utilisée pour un meilleur éclairage est transformée en chaleur et entraîne une diminution équivalente de l'énergie de chauffage.

Mais surtout, dans l'avenir, la consommation d'énergie électrique doit se développer par substitution à d'autres énergies – notamment dans l'industrie – avec une amélioration globale des rendements, c'est-à-dire, en fin de compte, avec une diminution de la consommation d'énergie primaire – et en tous cas, ce qui est beaucoup plus important encore –, avec une diminution importante de la consommation de pétrole.

Troisième accusation: les électriciens veulent profiter de la crise énergétique pour imposer une énergie maléfique, l'énergie nucléaire. De nombreuses discussions, de nombreux exposés ont été consacrés à cette question et il n'est guère possible d'apporter en quelques mots des idées nouvelles. Il conviendrait toutefois de rappeler brièvement que l'énergie nucléaire s'est en fait révélée être la plus sûre des énergies. Les déchets eux-mêmes ne posent que des problèmes que l'on sait d'ores et déjà maîtriser, alors que ce n'est pas encore nécessaire puisqu'un stockage provisoire permettant la disparition d'une partie des éléments radioactifs à vie courte ou moyenne s'impose de toutes façons en première phase. On pourrait croire que cette méfiance à l'égard du nucléaire s'estompera – du moins pour les gens de bonne foi – au fur et à mesure que l'utilisation de cette forme d'énergie se développera sans accident majeur, et peut-être surtout au fur et à mesure que des incidents graves, considérés à priori comme devant dégénérer en accidents catastrophiques, se seront produits sans conséquence notable sur l'environnement. C'est une allusion à des incidents du type de celui qui s'est produit à Three Mile Island dont on pourrait penser que, finalement, il a sans doute eu une influence positive sur l'image de marque de la sûreté nucléaire.

En ce qui concerne l'économie de l'énergie nucléaire, tout porte à croire qu'après une période «d'apprentissage» où les coûts du nucléaire, aussi bien pour les investissements des centrales que pour le cycle du combustible, ont sensiblement augmenté, nous sommes très près du stade où au contraire, le nombre d'installations réalisées, l'amélioration normale de la productivité, la stabilisation, voire le dessèrement, des contraintes de sûreté qui, en première étape, sont psychologiquement nécessaires mais objectivement excessives, devraient, en monnaie constante, conduire à une lente décroissance des coûts. Comme il n'en ira pas de même pour les énergies fossiles, l'intérêt économique de l'énergie nucléaire, déjà très grand, devrait être de plus en plus considérable sous la seule réserve que ne se créent pas, ici ou là, dans la construction des centrales ou dans le cycle de combustible, des rentes de situation inacceptables.

Quant au financement, il suffit de rappeler que le besoin global de financement d'une chaîne énergétique comme celle du pétrole est très semblable à celui du nucléaire et sensiblement inférieur à celui de l'énergie hydraulique.

Mais au-delà de cette réponse aux accusations qui ont été portées contre les électriciens, il faut remarquer que le problème est en général mal posé:

Le monde était inondé d'énergie et d'énergie bon marché grâce aux bas prix des produits pétroliers et c'est sans doute cette situation qui a permis un relèvement rapide des économies après la deuxième guerre mondiale. Brusquement est survenue la crise du pétrole, et le pétrole étant l'énergie la plus utilisée, cette crise a été immédiatement perçue comme une crise générale de l'énergie, ce qui était à peu près vrai à l'origine, et pour une certaine période, car les substitutions sont assez lentes et coûteuses. Mais, en fait, l'énergie n'est pas rare dans le monde: les réserves de charbon sont très grandes, l'uranium avec la filière des surrégénérateurs pourrait fournir l'énergie mondiale pendant des siècles, le soleil inonde la terre d'un flux d'énergie très supérieur à ce qui sera jamais utilisé par l'homme. Le vrai problème, c'est que la mobilisation de ces énergies nécessite des moyens humains, matériels, financiers importants et peut mettre en cause la balance des comptes extérieurs des nations; d'un autre côté, un manque d'énergie, en désorganisant l'économie et en diminuant le confort, aurait certainement un coût économique et un coût social également très importants. Ce sont ces considérations, et elles seules, qui auraient dû immédiatement déterminer les actions à entreprendre, et à entreprendre rapidement. En assimilant une crise sans doute définitive du pétrole à une crise de longue durée de l'énergie, on a détourné l'effort qui aurait dû être fait prioritairement – substituer rapidement aux produits pétroliers d'autres énergies disponibles au stade industriel, c'est-à-dire le charbon, le nucléaire et les économies raisonnables d'énergie – vers une recherche de palliatifs qui ne pouvaient avoir d'effets significatifs qu'à long terme et dans bien des cas à des coûts inacceptables; on a confondu utilisations immédiates, largement illusoires, et recherche et développement qui doivent être certes menées vigoureusement, mais en tant que tels, ce qui n'exclut pas évidemment un certain nombre d'expériences. L'attitude presque générale des responsables a été très voisine de celle du héron de la fable; le résultat est que la vie des nations industrielles reste extrêmement dépendante de l'approvisionnement en produits pétroliers, qui risquent d'atteindre des prix inaccessibles aux pays en développement.

Cet approvisionnement, c'est de plus en plus manifeste, est loin d'être sûr et malgré l'existence actuelle de stocks plus importants qu'en 1973, une diminution durable de la production, une interruption de certaines possibilités de transport, et à plus forte raison un embargo seraient difficilement supportables.

Il est donc maintenant clair que non seulement le prix des hydrocarbures risque de poser un problème aux utilisateurs,

mais que même son approvisionnement risque d'être, à certaines périodes, difficile, voire impossible.

3. Le risque de devenir un coupable

Pour le moment, le court terme l'emportant souvent sur le long terme, notamment auprès d'industriels dont les capacités d'investissement sont normalement limitées et encore affaiblies par le marasme général, les utilisateurs d'énergie, même s'ils ont conscience des risques, ne se décident pas massivement à préparer une conversion.

Mais quelques secousses supplémentaires, quelques nouvelles augmentations des prix du pétrole, quelques craintes de contingentement peuvent rapidement conduire un certain nombre d'utilisateurs à passer d'une position d'attentisme à une position d'action.

Or le nucléaire se prête mal à une utilisation directe de la chaleur, sauf éventuellement dans le cas particulier d'un très gros utilisateur, à cause de l'effet de taille sur le prix de revient, des conditions de sécurité qui s'imposent, de la technicité que doivent obligatoirement posséder les exploitants. En conséquence, dans la très grosse majorité des cas, le repli sur l'énergie nucléaire passera par l'usage de l'électricité.

Il en est de même, quoiqu'à un moindre degré, pour le charbon, qui peut sans doute être substitué directement au fuel dans certaines industries, mais qu'on voit mal utilisé directement dans d'autres industries et à plus forte raison dans les secteurs tertiaire et résidentiel – sauf après fluidisation, ce qui n'est pas une possibilité immédiate, du moins de façon économique. De sorte que l'accroissement de la demande d'électricité peut changer de taux à partir d'un certain moment, et cela assez rapidement par modifications assez massives des installations industrielles ou résidentielles.

Plus grave encore, risque d'apparaître brusquement une demande que nous qualifions de «sauvage», par report brutal sur l'électricité d'utilisations – par exemple de chauffage – qui ne pourraient plus être satisfaites par les produits pétroliers et cela avant toute modification systématique des installations, par emploi d'appareils de secours dans les plus mauvaises conditions.

Si, dans cette situation, le producteur et le distributeur d'électricité ne peuvent pas satisfaire la demande, ils seront reconnus coupables d'insuffisance et d'imprévision et condamnés; et dans le chœur des accusateurs, une oreille attentive pourra certainement reconnaître les voix de ceux qui auront tout fait pour qu'on arrive à cette situation. Or, la prévision de la consommation d'électricité à moyen terme (c'est-à-dire à l'horizon où nous pouvons agir) est entâchée de multiples aléas:

Le premier est évidemment celui de la croissance économique dans la zone alimentée par un réseau électrique donné: il est, dans l'état actuel des choses, difficile de faire un pronostic sur la croissance économique; la diversité des prévisions des différents experts et leurs fluctuations dans le temps montrent à l'évidence la difficulté d'utiliser en période perturbée les méthodes de prévision établies pour les périodes calmes; et on peut ajouter que cette croissance elle-même dépendra fortement de l'évolution des prix et de la disponibilité de l'énergie. En outre, à cette difficulté de prévoir la croissance globale de grandes régions géographiques (par exemple d'un pays), s'ajoute la difficulté supplémentaire de prévoir les migrations éventuellement liées à la récession de certains secteurs, compensée globalement par le développement de certains autres, localisés ailleurs. Si ces migrations ont peu d'importance pour la production d'électricité, elles peuvent en avoir beaucoup pour les réseaux de transport, de répartition et de distribution.

S'ajoute la difficulté de connaître la relation entre croissance économique et croissance énergétique. Certes, pour l'époque actuelle en tout cas, tout le monde s'accorde pour souhaiter que la croissance soit sobre en énergie. Mais jusqu'où peut aller cette sobriété sans freiner exagérément la croissance ou sans devenir insupportable pour les citoyens? Les économies incontestables réalisées depuis quelques années pourront-elles être poursuivies au même rythme ou bien constituent-elles un «surplus» que l'on a élagué une fois pour toutes? Il est à cet égard curieux de voir que, dans une étude récente comparant les prévisions pour la période 1978/1990 des différents pays de l'Europe occidentale, le taux d'élasticité de la demande d'énergie par rapport au produit national varie beaucoup d'un pays à l'autre, les extrêmes se situant à 0,5 et à 1,4.

Enfin, pour une augmentation globale de la consommation d'énergie, l'augmentation de la consommation d'électricité peut être plus ou moins importante; elle peut même être notable dans le cas d'une stagnation de la consommation globale d'énergie par substitution de l'électricité à d'autres énergies devenant chères ou aléatoires.

Essayer de prévoir ce que sera le développement spontané de la consommation d'électricité fait donc courir un risque important de sousestimation qui mettrait les électriciens dans la situation impossible venant d'être évoquée. Peut-être aussi, il faut bien l'admettre, cette prévision conduirait à une surestimation qui pourrait apparaître comme un gaspillage. Mais il faut bien voir que ces deux risques ne sont absolument pas symétriques.

La sousestimation conduit à de très graves difficultés économiques et sociales: ce peut être le chômage technique à large échelle avec les conséquences politiques à peu près inéluctables, dans un contexte de mécontentements individuels; à la limite, cela peut conduire à la ruine de notre économie, voire à la révolution sociale. Et cela d'autant plus que les palliatifs sont très difficiles à mettre en œuvre. Ceux qui ont connu la période difficile de la dernière guerre, et de l'immédiate après guerre se souviennent de la difficulté d'appliquer en pratique des contingentements, des rationnements de l'électricité: pour l'électricité, denrée non stockable, les contingents ne peuvent être vérifiés qu'à posteriori; la limitation des puissances est peu efficace; les coupures tournantes, malgré la grande désorganisation du travail et finalement de la vie qu'elles induisent, ont relativement peu d'effet sur la consommation, les utilisateurs s'organisant vite pour compenser quand ils le peuvent les privations qui leur sont imposées à certaines heures. L'effondrement des réseaux peut alors devenir inévitable. Seul l'appel au sens civique, au bon sens tout court, peut avoir quelque effet – encore ne faut-il pas compter trop longtemps sur les bonnes volontés. En résumé, une sousestimation grave des besoins ressentis par les usagers peut rapidement dégénérer en catastrophe difficile à valoriser dans les calculs économiques les plus sophistiqués.

La surestimation des besoins, au contraire, se traduit par un investissement prématuré, entraînant, il ne faut pas le dissimuler, des sacrifices dans d'autres secteurs; mais, dans une économie en croissance, ce surinvestissement peut être corrigé ultérieurement et se traduit essentiellement par des

intérêts intercalaires supplémentaires. Encore peut-on penser qu'une surabondance dans certains pays serait compensée par une imprévision ailleurs – le développement des programmes nucléaires si différent d'un pays à l'autre en est une preuve – et les surplus des uns pourraient venir au secours des insuffisances des autres. Au demeurant, une politique commerciale adaptée pourrait réduire, le cas échéant, ces excédents.

Ainsi vient-on à l'idée qu'à la prévision, si aléatoire, on doit substituer un objectif volontariste. C'est ce que le conseil interministériel sur l'énergie a décidé pour la France, en fixant les objectifs pour 1990, où le pétrole devrait voir sa part réduite à 30 % du total de la consommation d'énergie.

Même dans ces conditions, le risque que la demande spontanée des consommateurs dépasse l'objectif fixé n'est pas nul et si les électriciens pouvaient s'assurer une marge, ils feraient preuve d'une raisonnable prudence.

4. Les actions à entreprendre

Cet examen de la situation énergétique, des problèmes qu'elle pose, et de la place des électriciens conduit à un programme d'action.

Tout d'abord, ne pas oublier le but essentiel: diminuer aussi rapidement que possible la consommation de produits pétroliers pour limiter les dépendances nationales et les sorties de devises; faire en sorte que des difficultés nouvelles sur les approvisionnements de ces produits aient les conséquences les moins graves possibles sur la vie économique de nos pays et, à un moindre degré, sur le confort de leurs habitants.

Il en résulte que la priorité essentielle est de soustraire le plus vite possible les instruments de production à la dépendance des produits pétroliers. Pour cela, incontestablement, c'est la pénétration de l'électricité dans l'industrie et dans le tertiaire qui doit être le premier objectif. Cette pénétration doit d'ailleurs être effectuée avec une amélioration du rendement énergétique global et une augmentation de la productivité. On ne développera pas ici les nombreux exemples qui pourraient d'ores et déjà être cités. Mais il faut insister sur l'effort qui doit être amplifié dans ce domaine par les chercheurs et les technologues. Et il faut dire aussi qu'il faut que responsables économiques et Pouvoirs Publics s'unissent pour trouver des moyens de financement qui apparaissent peut-être d'une rentabilité limitée, quoique certaine, dans un avenir rose, mais qu'il serait sans excuse de n'avoir pas trouvés à temps dans un avenir sombre, hélas peu improbable.

Le développement de la pénétration de l'électricité dans ce qu'on pourrait appeler les «utilisations de confort», – au premier rang desquelles on peut placer le chauffage électrique qui a toutes raisons de se développer spontanément –, présente des avantages évidents: d'abord celui de donner la meilleure garantie que les conditions de vie ne seront pas trop gravement perturbées par les difficultés d'approvisionnement en combustibles fossiles; ensuite celui de constituer une sorte de réserve ultime sur laquelle, dans des conditions extrêmes, on pourrait puiser pour garantir la survie économique de la Nation: dans un cas limite où l'approvisionnement global serait insuffisant, mieux vaudrait avoir un peu moins chaud l'hiver et ne pas arrêter l'outil de travail.

Mais tout cela suppose que la production d'électricité et les réseaux de transport et de distribution pourront, en toutes circonstances, faire face à la demande.

C'est donc un suréquipement raisonnable en moyens de production indépendants des hydrocarbures et en réseaux qu'il faudrait prévoir pour les années immédiatement à venir. Ces moyens devraient d'ailleurs être utilisés le mieux possible par un développement adapté des consommations.

Si un tel programme ne peut pas être mis en œuvre, la probabilité est grande pour que, le jour où la crise énergétique s'aggravera, nous soyons considérés comme les coupables d'une situation dont nous nous considérerons seulement comme les victimes. Si, au contraire, il peut être réalisé, les électriciens pourront être satisfaits d'avoir contribué à résoudre de graves difficultés, sans doute d'avoir permis d'éviter le pire.

Pour atteindre ce but, il est indispensable de faire comprendre cette action à tous ceux qui peuvent nous aider ou nous paralyser.

Il ne s'agit pas pour nous de «vendre» de l'électricité à tout prix. Il ne s'agit pas non plus de justifier l'énergie nucléaire. Nous sommes d'accord pour préconiser les économies d'énergie et nous avons la ferme volonté de promouvoir des applications sobres de l'électricité. Nous sommes d'accord pour contribuer au développement des énergies renouvelables et nous sommes disposés à contribuer avec tous nos moyens aux recherches dans les différents domaines. Mais nous ne voulons pas «lâcher la proie pour l'ombre».

Développer les usages de l'électricité et donc sa production, essentiellement à partir de l'énergie nucléaire, ce n'est qu'un moyen de se libérer au maximum possible de la menace qui pèse sur nos approvisionnements énergétiques. Cela nécessite de gros efforts, humains, techniques et financiers. Mais ces moyens doivent être trouvés. Ceux qui estiment qu'ils sont excessifs ont sans doute mal mesuré le risque qui résulterait d'une politique attentiste.

5. Conclusion

Le rôle de ceux qui ont pour mission de faire comprendre ces réalités n'est pas d'être des «commerçants» qui veulent «placer» une marchandise. Il est, dans l'état actuel des choses, beaucoup plus noble. Expliquer l'état de la situation, convaincre le public que notre cause est juste et désintéressée, que nous ne sommes pas les moteurs, mais des instruments de la seule politique énergétique qui puisse, à moyen terme, nous épargner les conséquences tragiques d'une imprévision coupable, c'est leur tâche, difficile sans doute, mais exaltante, certainement.

Adresse de l'auteur

A. Déjou, Délégué général, Electricité de France, 32, rue de Monceau, F-75008 Paris.